

LES SPÉCIALISTES ALERTENT

30 000 insuffisants rénaux
hémodialysés en 2020

Environ 30 000 malades souffrant d'insuffisance rénale risquent d'être sous hémodialyse d'ici 2020. Actuellement, 80 à 100 nouveaux patients arrivent annuellement en dialyse. Seul le développement de l'activité de la greffe rénale, à partir de patients en mort encéphalique, pourrait réduire ce chiffre qui coûte énormément à la Caisse de sécurité sociale.

Salima Akkouché - Alger (Le Soir) - En attendant le développement de la greffe rénale qui peine à se mettre en place, les malades souffrant d'insuffisance rénale, du moins une catégorie, vont désormais pouvoir bénéficier d'un nouveau traitement.

La Cnas (Caisse de sécurité sociale) vient d'annoncer la prise en charge du médicament Sevelamer. Un traitement qui va améliorer la vie d'une catégorie de patients sous hémodialyse et diminuer les hospitalisations, attestent les spécialistes. Selon les estimations, une moyenne de 30% des patients souffrant d'insuffisance rénale vont bénéficier de ce médicament. «Si l'on ne fait rien pour développer la greffe rénale, d'ici

2020 nous aurons 30 000 patients sous hémodialyse, a révélé une étude, soit une moyenne de 100 nouveaux cas sur 1 000 habitants, nous allons dépasser de beaucoup la France qui compte 60 000 malades», a affirmé un cadre de la Cnas hier en marge du troisième regroupement régional de la région centre sur les mesures d'amélioration de la prise en charge des malades atteints d'insuffisance rénale.

Actuellement, l'Algérie compte 22 000 patients souffrant de cette maladie, dont 10 000 malades sont pris en charge dans les structures privées.

Le directeur général de la Cnas a indiqué lors de cette journée organisée sous le slogan «pour



30% des malades vont bénéficier d'un nouveau traitement.

l'amélioration de la qualité de prise en charge des malades atteints d'insuffisance rénale», que son établissement prend en charge 26 maladies chroniques à 100% dans le cadre du tiers payant.

«La Cnas a conclu plusieurs conventions avec les différents praticiens de santé privés afin de contribuer aux efforts consentis par le système de la santé publique et de garantir les soins de

santé aux assurés sociaux et leurs ayants droit, notamment avec les cliniques spécialisées dans la chirurgie cardiovasculaire, 152 centres d'hémodialyse, 10 000 officines pharmaceutiques, les médecins traitants, les opticiens lunetiers ainsi que les opérateurs de transport sanitaire au nombre de 200», a indiqué le DG de la Cnas.

L'établissement, dit-il, débourse plus de 90 millions de centimes par an pour chaque malade, à raison de 156 séances d'hémodialyse par an, soit 3 séances par semaine. Annuellement, la Cnas débourse 8 milliards de dinars par an au profit des insuffisants rénaux.

Un chiffre effarant, si l'Algérie atteint les 30 000 patients prévus d'ici 2020, la Cnas sera amenée à déboursier plus de 30 milliards de dinars annuellement. C'est pourquoi la greffe rénale est une «nécessité absolue», recommandent les spécialistes, pour éviter autant de dépenses.

S. A.

L'ANNONCE EN A ÉTÉ FAITE HIER

Une banque dédiée aux PME pour bientôt

Une banque dédiée exclusivement aux PME sera prochainement mise en place. Selon le directeur général de la PME au ministère de l'Industrie et des Mines, elle offrira tous les types de financement dont ont besoin ces entreprises.

Rym Nasri - Alger (Le Soir) - L'Algérie, qui compte un important réseau de banques publiques et privées, ne dispose aujourd'hui d'aucune banque dédiée aux PME. Dans le but d'assurer la pérennité et le développement de ces entreprises, une banque spécialisée leur sera complètement dédiée.

«Il ne s'agit pas de créer une nouvelle banque pour les PME, mais plutôt de spécialiser une des banques existantes», explique Abdelghani Mabarek. Selon lui, cette banque offrira à la PME tous les types de financement dont elle a besoin. «Outre le soutien financier, elle apportera également un soutien non-financier tels que le conseil et l'accompagnement», précise-t-il.

Intervenant hier, en marge du séminaire sur «La transmission des entreprises : les clés de succès de la transmission», organisé par la Chambre algérienne de commerce et d'industrie à Alger, le directeur général de la PME au ministère de l'Industrie et des Mines, a évoqué le projet de loi d'orientation de la PME. Adopté lors de la réunion du gouvernement, ce projet de loi est «inscrit à l'ordre du jour du prochain conseil des ministres».

Une nouvelle loi qui apporte selon lui, une «nouvelle vision». Et d'expliquer que toutes les mesures qui seront inscrites dans cette nouvelle loi s'intéressent aux différentes phases de la PME, à sa création, son émergence, son développement, mais aussi à sa pérennisation. «Elle apporte des mesures et des soutiens qui per-

mettront la survie des entreprises en difficulté», dit-il.

La nouvelle loi apporte aussi une «reconfiguration» de tout le dispositif qui est destiné aux PME. Abdelghani Mabarek cite ainsi l'Agence nationale du développe-

ment de la PME qui sera «complètement reconfigurée, requalifiée, avec des missions très élargies et un nouveau statut». «Elle aura la charge de mettre en œuvre toute la politique de développement de la PME», dit-il encore.

Pour lui, ce texte de loi apporte également une «cohérence d'ensemble» dans l'approche en direction de la PME à travers tous les acteurs du développement. «Cette nouvelle loi met en place un sché-

ma directeur qui permet à toutes les structures d'appui au niveau local de travailler en collaboration car nous ne pouvons pas avoir de développement économique local sans un travail d'ensemble». D'autant plus, poursuit-il, «à l'heure actuelle, l'entreprise demeure la seule richesse valable, pérenne et qui permettra le développement de notre pays». Rappelant la nécessité de s'intéresser à l'entreprise dans toutes ses phases, l'interve-

nant plaide pour l'encouragement de la création des PME. «Il faut qu'il y ait le maximum d'entreprises qui arrivent nouvellement sur le marché», dit-il.

Pour ce faire, il insiste sur la mise en place des conditions permettant à ces entreprises de se développer, et des appuis nécessaires pour aider les PME en difficulté et leur permettre de maintenir leurs actifs et leurs emplois.

Ry. N.

SELON UN RAPPORTEUR SPÉCIAL DE L'ONU

Nécessité de rationalisation des dépenses et d'une
approche participative dans le système algérien de santé

Le secteur de santé en Algérie, qui a réalisé des «avancées impressionnantes», devrait rationaliser ses dépenses et adopter une approche participative impliquant l'ensemble des intervenants, a recommandé hier à Alger, le rapporteur spécial onusien pour le «droit à la santé», Dainius Pûras.

Le système de santé en Algérie a réalisé des «avancées impressionnantes» depuis l'indépendance mais gagnerait à adopter une démarche de «rationalisation de ses dépenses», a plaidé le représentant onusien, lors d'une conférence de presse de présentation d'un rapport d'évaluation circonstancié du secteur, réalisé au terme d'une visite de deux semaines dans le pays.

Estimant que la conjoncture économique actuelle, marquée par la chute des prix des hydrocarbures, n'a pas impacté négativement le secteur de la santé, le responsable onusien a toutefois recommandé «une rationalisation des dépenses autant que possible».

Cette attitude, a-t-il poursuivi, est «valable indépendamment de

la crise financière, dans le sens où l'Algérie doit notamment renforcer les soins primaires, de sorte à ce que les cas modérés ne soient pas orientés vers le secteur privé». Il a, en outre, plaidé pour une approche «participative impliquant les autres départements ministériels ainsi que les citoyens, les représentants de la société civile et autres organisations professionnelles intervenant dans le domaine de la santé».

«Il faut une politique de santé publique qui soit intersectorielle», a-t-il noté à ce propos, faisant savoir qu'autrement, les efforts du secteur pour l'amélioration de l'accès, pour tous, à la santé ne pourront aboutir.

Exprimant son satisfecit quant aux avancées enregistrées par le secteur dans divers domaines, le

rapporteur onusien a observé néanmoins que des «défis» devant être relevés en matière de lutte contre la mortalité maternelle et infantile, dont la proportion «demeure importante en dépit des efforts consentis pour la réduire».

Relevant que «l'accent est excessivement mis» sur les structures hospitalières, il a également observé des lacunes en matière, entre autres, de médecins spécialisés notamment dans les régions rurales et enclavées.

S'agissant de la santé mentale, M. Pûras a conseillé de soulager les établissements psychiatriques en consacrant, dans chaque hôpital généraliste, un service dédié à cette discipline de la santé.

Le rapporteur onusien, qui s'est intéressé de manière particulière dans son évaluation à certaines catégories de la société, a relevé les difficultés que rencontrent, entre autres, les personnes atteintes du VIH Sida pour accéder aux soins, en raison de «la stigmatisation» dont ils font l'objet. Il en est de même, a-t-il relevé,

des adolescents et jeunes dont il a encouragé l'éducation sexuelle et reproductive pour les protéger des risques encourus, relevant également la nécessité de renforcer la prévention à leur profit contre le phénomène du suicide.

Le représentant onusien qui a déploré un manque de structures de protection de l'enfance, a salué le récent amendement constitutionnel en matière de protection des femmes contre la violence.

Le rapport de M. Pûras n'as pas omis, par ailleurs, d'aborder la situation des migrants et des réfugiés qui, quoique bénéficiant de soins gratuits en Algérie, rencontrent parfois des difficultés à y accéder en raison également de «la stigmatisation dont ils font l'objet de la part du personnel soignant».

Le représentant onusien a, enfin, fait savoir que le rapport d'évaluation établi durant sa présence en Algérie sera présenté ultérieurement au Conseil des droits de l'Homme à Genève.

APS